

# La Gazette des Comores

Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

20<sup>ème</sup> année - N° 3541 - Lundi 23 Décembre 2019 - Prix : 200 Fc

SANTÉ PUBLIQUE

## Caritas a recensé 1237 cas de brûlures de 2017 à 2019



Caritas lance une sensibilisation sur les brûlés.

INTERVIEW

**Consulat des Comores à Laâyoune :  
El-Amine Souef : "L'Algérie  
connait bien notre position"**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**Prières aux heures officielles  
Du 21 au 25 Décembre 2019**

Lever du soleil:  
05h 40mn  
Coucher du soleil:  
18h 30mn

Fajr : 04h 28mn  
Dhouhr : 12h 09mn  
Ansr : 15h 45mn  
Maghrib: 18h 33mn  
Incha: 19h 47mn



ELECTIONS 2020

# Présentation des candidats du parti Orange

Pour le double scrutin du 19 janvier et du 23 février, le parti Orange a présenté samedi dernier leurs candidats. Au total, sept candidats sont enregistrés au nom du parti Orange pour l'élection législative et 45 têtes de liste pour les communales.

Le bureau politique du parti Orange a tenu, ce samedi 21 décembre à Moroni, la cérémonie de présentation des candidats du parti aux élections des représentants de la nation et des conseillers communaux, prévues les 19 janvier et 23 février 2020. Après la séance de présentation de candidatures par le vice-président du parti, le leader du parti Orange, Mohamed Daoudou est revenu sur la prochaine campagne électorale, où le parti compte s'engager. Il a dans un premier temps rappelé la vision du parti pour les 10 prochaines années,

qui s'aligne avec celle du président de la République Azali Assoumani, pour mettre les Comores dans les rails de l'émergence à l'horizon 2030. « Ces élections sont importantes pour nous mais aussi pour la Nation tout entière pour se conformer à la vision du chef de l'Etat qui est de faire les Comores un pays émergent d'ici 2030 », lance Mohamed Daoudou alias Kiki.

Au total, sept candidats sont enregistrés au nom du parti Orange pour l'élection législative du 19 janvier et du 23 février prochain. Mais également plusieurs candidats issus du parti qui sont présentés avec des étiquettes indépendantes, notamment dans la région d'Itsahidi, de Hambou, de Mitsamiouli-Mboudé. Il y a également des alliances nouées avec le parti CRC dans les régions de Bambao et Itsandra Nord, dont les titulaires sont issus de la CRC et les suppléants du parti



Candidats du parti Orange aux législatives et communales.

Orange.

Au niveau des conseillers communaux, sur les 54 communes du territoire national, le parti Orange aligne 45 têtes de liste. En attendant la publication des listes définitives des candidats retenus, le parti a déjà

engagé des avocats pour plaider en faveur des listes provisoirement rejetées par la commission électorale nationale indépendante. Au cours de son intervention, le président d'honneur du parti est revenu sur le comportement à adopter au cours de

la campagne électorale. Il a rappelé que « le parti orange n'a pas d'ennemis dans ces élections, mais plutôt des adversaires. Les candidats doivent mener une campagne de présentation de projets et s'abstenir des insultes », dit-il, avant de souligner que « la survie d'un parti politique, dépend de ses résultats aux élections nationales, régionales et communales. Pour cela, chaque candidat investi doit se battre pour sortir gagnant pour l'intérêt général du parti ».

Le 5 janvier prochain, est la date retenue pour l'ouverture de la campagne des candidats du parti Orange. Un méga meeting est prévu au stade Ajao, qui regroupera l'ensemble des candidats aux élections législatives et communales de l'île de Ngazidja, ainsi que d'autres venant des autres îles qui feront le déplacement.

Ibnou M. Abdou

## COMPTE RENDU DU CONSEIL DES MINISTRES

# Le stade omnisport sera inauguré en mars 2020

Le gouvernement envisage d'inaugurer le stade international Malouzini en mars prochain. C'est en tout cas, ce qui a été décidé à l'issue du conseil des ministres tenu à Beit salam le mercredi 18 décembre dernier. Le développement des aéroports des Comores et le fonctionnement de l'université des Comores ainsi que le budget 2020 étaient aussi à l'ordre du jour.

Devant la presse samedi dernier le ministre de l'économie et porte parole du gouvernement, Houmed Msaidié a fait le compte rendu du dernier conseil des ministres tenu à Beit Salam. Parmi les questions abordées par ce rendez vous hebdomadaire, on retiendra l'inauguration du stade international de Malouzini fixée au mois de Mars prochain. « Le conseil donne le feu vert au ministre en charge des sports de multiplier les

efforts pour terminer les travaux restants afin que d'ici mars tous les travaux de finition soient achevés », déclare Houmed M'saidié

Selon lui, le conseil a abordé aussi la question du suivi de la conférence des partenaires. C'est pourquoi « le compte rendu n'a pas été fait le jour du conseil, puisque le présent de la république a tenu à s'adresser lui même à la nation pour faire le bilan de cette conférence qui restera historique pour les Comores

d'aujourd'hui et de demain », ajoutait-il.

Par rapport au projet de loi de finances pour 2020, le porte parole indique que le gouvernement table sur des prévisions de recettes de l'ordre de 62 milliards de francs comoriens dans la mesure où, les recettes pour cette année 2019 sont évaluées entre 52 et 58 milliards.

Autres points discutés en conseil des ministres, le développement des aéroports des Comores, et le fonctionnement de l'université des Comores. Houmed Msaidié rappor-

te par ailleurs que le gouvernement entend se pencher sur le fonctionnement et les conditions de vie dans les prisons du pays. Il annonce une volonté de l'Etat d'examiner la situation afin de s'assurer du respect des textes nationaux et internationaux en matière de droits humains. Le ministre de tutelle devra faire tout ce qui est nécessaire pour éviter les évasions de prison.

Le conseil a décidé de la mise en place d'une direction générale des affaires foncières.

Ibnou M. Abdou



**La Gazette des Comores**  
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES  
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse postale : \_\_\_\_\_ email : \_\_\_\_\_  
Tél. : \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_ Mob : \_\_\_\_\_

**Périodicité :**  
3 mois  Montant : \_\_\_\_\_  
6 mois  Montant : \_\_\_\_\_  
12 mois  Montant : \_\_\_\_\_

**Mode de règlement :**  
Espèces   
Chèque  n° \_\_\_\_\_  
Virement bancaire  réf. : \_\_\_\_\_

Moroni le,  
Signature : \_\_\_\_\_

**Tarifs d'abonnement**  
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

## SANTÉ PUBLIQUE

# Caritas a recensé 1237 cas de brûlures de 2017 à 2019

Dans sa lutte contre les brûlés et les maladies chroniques non transmissibles, Caritas Comores a organisé une journée de sensibilisation samedi dernier à Moroni. Sur les cas de brûlure, le centre de santé révèle 1237 de cas de brûlure de 2016 à 2019 soit 43 cas par mois à Ngazidja.

« Accident des brûlures domestiques, un problème de santé publique », tel est le thème débattu samedi dernier dans un atelier de réflexion organisé par les services Caritas. Lors de cette rencontre, il était question d'apporter des éclaircissements liés à la question des brûlures, la prévention et la sensibilisation de la population. Préfets et maires de différentes régions de Ngazidja ainsi que le corps médical à savoir les majors de services brûlures ont tous appelé les citoyens à faire attention dans leur quotidien dans les maisons. « On a fait cette réunion pour sensibiliser la population sur les cas de brûlures domestiques et lui inculquer les bonnes pratiques pour une alimentation saine afin d'éviter les maladies chroniques non transmissibles »,



Atelier CARITAS Comores sur les brûlés

avance Laila Mohamed, la représentante du secrétaire exécutif de Caritas Comores.

2017 à 2019, les services Caritas ont enregistré 1237 de cas de brûlures, soit une moyenne de 43 cas mensuel. Face à cette situation, le service a mis en place un projet visant à renforcer la qualité par la prise en charge de brûlés. Un projet qui bénéficie d'un appui du ministère de la santé et

financé par l'Agence Française de Développement (AFD) à travers le projet (Pasco3). « Les brûlures et les maladies chroniques non transmissibles font partie des engagements de Caritas », poursuit-elle. Sur les cas des brûlures, Caritas Comores assure une prise en charge en moyenne des brûlés et des soins jusqu'en phase finale de la guérison. Pour ce faire, un bloc a été ouvert en faveur de ces

derniers.

De 2016 jusqu'à aujourd'hui, les personnes les plus touchées sont les enfants de 0 à 5 ans, soit par des bouillonnements ou des bougies. À ce stade, la Caritas invite les parents à prendre leurs responsabilités. Soudjayi Mohamed, chef de projet a fait le point sur les soins préventifs à adopter en cas de brûlures. « Si on fait face à un cas de brûlure, il faut avant

tout l'éloigner de la source de chaleur, refroidir la zone de brûlé avec de l'eau tiède pendant 15 minutes pour soulager la douleur et limiter l'extension de la lésion avant de se rendre dans le service médical le plus proche », explique-t-il. Ce dernier appelle la population à ne pas user des méthodes traditionnelles en cas de brûlure à la maison. « Nous assistons à des cas irrémédiables voir même mortels, c'est à dire que le brûlé a reçu des soins préventifs traditionnels qui s'avèrent toxiques ou asphyxiants et causent souvent des infections sanguines à savoir l'utilisation de la purée de tomate, pattes de dentifrice, l'urine, l'eau très glacée... etc », montre le chef du projet.

Pour rappel, les brûlures sont souvent la conséquence d'accidents domestiques à savoir bougies, barbecue, les réchauds ou bien les lampes à pétroles. Et pour mettre fin à cela, les médecins recommandent de garder un œil sur les enfants, d'éviter la bougie au côté des rideaux ou tout autre habits synthétiques, de vérifier la température de l'eau avant de doucher le nourrisson.

Andjouza Abouheir

## INTERVIEW

## Consulat des Comores à Laâyoune : El-Amine Souef : "L'Algérie connaît bien notre position"

Moroni vient d'ouvrir un consulat général au Maroc. La zone choisie, notamment à Laâyoune dans le Sahara, suscite beaucoup de débat. Saïd Larifou par exemple estime qu'« en aucun cas, cette décision ne répond aux besoins légitimes des ressortissants comoriens, notamment des étudiants qui vivent au Maroc ». La Gazette des Comores a sollicité un entretien avec le ministre des affaires étrangères Mohamed El-Amine Souef, qui nous a répondu favorablement.

**Question: A quoi sert un consulat à Laayoune ?**

**Mohamed El-Amine Souef :** Les Comores se déploient pour de nouveaux horizons dans le domaine de la coopération. Elles ont signé récemment des Accords avec le Brésil et l'Inde. Le pays s'approche de la Russie et vient de signer des Accords d'un partenariat renoué avec la France. Nous avons aussi décidé d'ouvrir en 2020 des Consulats généraux à Marseille, au Kenya et à Maurice. L'Union des Comores envisage d'établir un partenariat stratégique avec le Royaume du Maroc, d'où cette décision d'ouvrir une Ambassade des Comores à Rabat au courant du mois de janvier prochain. Dans la foulée, le Maroc ouvrira officiellement une Mission à

Moroni, en marge de la commission mixte qui se tiendra aux Comores au mois de mars prochain.

**Question: Que répondez-vous aux étudiants comoriens qui, selon certaines informations, devront mettre 48h à partir de Rabat pour se rendre à leur consulat.**

**MES:** La gestion des dossiers des étudiants comoriens au Maroc a été toujours confiée soit à l'ambassadeur des Comores au Caire accrédité auprès du Maroc ou en pratique par l'ambassade des Comores à Paris, voire même l'ambassade du Sénégal à Rabat pour les questions administratives urgentes. Un Consulat au Maroc quelle que soit sa localisation est une avancée. Par ailleurs, le pays a programmé l'ouverture d'une ambassade à Rabat au début de l'année prochaine. C'est justement pour répondre aux inquiétudes et autres tracasseries auxquelles ces étudiants sont aujourd'hui confrontés que nous allons ouvrir cette ambassade, le Maroc étant l'une des premières destinations des étudiants comoriens à l'étranger.

**Question: Vous avez choisi une zone de conflit géopolitique pour installer la chancellerie comorienne. Quelle lecture peut-on faire de cette décision ?**

**MES:** Depuis 1978, la position

de l'Union des Comores a été toujours constante et claire au sujet de la marocanité du Sahara et des enclaves de Ceuta et Mellilia. La Côte d'Ivoire et le Sénégal ont devancé les Comores en ouvrant des consulats honoraires à Laayoun. L'ouverture du consulat des Comores à Laayoune témoigne du profond attachement du gouvernement comorien à l'intégrité territoriale du Royaume du Maroc. L'Union des Comores souffre encore de la question de Mayotte pour ne pas exprimer sa totale solidarité avec un pays frère et ami dans la consolidation de son unité nationale et de son intégrité territoriale. Des questions géopolitiques similaires en Afrique, notamment le cas de l'Erythrée et du Soudan du Sud ont été gérées de la même manière.

**Question: Quid de nos relations avec l'Algérie ?**

**MSE :** Le Sahara est disputé entre le POLISARIO et le Royaume du Maroc. L'Algérie qui entretient des relations avec le Maroc n'a jamais réclamé sa souveraineté sur le Sahara. L'Algérie connaît bien la position des Comores sur la question du Sahara. L'Union des Comores n'a jamais reconnu la RASD.

Propos recueillis par  
Toufé Maecha



**La Gazette des Comores**  
Directeur général  
Saïd Omar Allaoui

Directeur de la publication  
Elhad Saïd Omar  
Rédacteur en chef  
Mohamed Youssouf

**Rédaction**  
A. Mmagaza  
M.I.M Abdou  
A.O. Yazid  
Toufé Maecha  
Andjouza Abouheir  
Binti Mhadjou  
Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou  
Nabil Jaffar  
**Chronique Sportive**  
B.M. Gondet

**Mise en page**  
Abdouchakour Aladi Nourou  
**Responsable commercial**  
Mariama Mhoma  
**Documentation archiviste**  
Mariama Hassane  
**Photographe / Site Web**  
Mohamed Saïd Hassane  
**Impression**  
Graphica Imprimerie  
[www.lgazettedescomores.com](http://www.lgazettedescomores.com)  
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

## SOCIÉTÉ

## "Kalam-Karatas", vers le chemin du bien être

*Ce sont des jeunes issus de différents horizons mais qui n'ont qu'une seule mission: vivre dans un pays de paix et de prospérité où chacun se sentira utile. Cette volonté d'inciter les jeunes à être utiles dans le développement du pays, à lutter contre l'indifférence et l'indigence du peuple et à inciter au changement des mentalités est la meilleure pour un futur prospère. Telle est l'image qu'affiche l'événement « Kalam-Karatas ».*

L'Association des Jeunes Avertis des Comores (AJAC), la Fédération des Associations de Mitsoudjé (FAM) et les collectifs Nyora Accoustique et Laboratoire d'Art ont tenu, hier à Mitsoudjé, chef lieu du Hambou, la première édition nationale de l'événement « Kalam-Karatas ». Une joie immense pour cette localité connue pour sa force à l'éducation. Un programme bien garni le long

de cette journée qui a commencé par l'organisation d'une compétition de Scrabble, une simulation d'un procès sur le NTIC, une exposition photo, du théâtre, une prestation de slam et un concert dans la soirée.

Kalam-Karatas (stylo-papier), comme son nom l'indique est un événement qui a pour objectif de « relancer une dynamique d'éducation et de sensibilisation qui permettrait aux jeunes d'être utiles dans le développement des Comores », explique Abou Djamadar, président de l'AJAC. Ce dernier fait savoir que ces associations réunies autour de cet événement se donnent comme mission de « lutter contre l'indifférence et l'indigence du peuple ».

« Nous nous devons d'inciter au changement des mentalités car personne ne viendra construire notre pays à notre place. C'est une obligation qui nous revient de droit et tout le monde doit se sentir utile et

indispensable », martèle Abou Djamadar. Devant une cinquantaine de personnes, les membres de l'AJAC se sont illustrés et ont démontré, à partir d'un procès simulé, que la justice se doit de faire son travail, ce qui laisse comprendre que « sans justice fiable et libre, aucun développement n'est possible ».

« Kalam-Karatas » fait partie de ce genre d'événements qui inspirent à inculquer au peuple « une seule passion » à tout un peuple et pas qu'une génération. « Il y a des questions qui devraient préoccuper tous les comoriens. Et ce genre de questions est précisément l'objet du Kalam-Karatas », lit-on dans la brochure de présentation du projet. Cette génération qui se veut être un « stimulant » pour un bon vivre et bon être, estime que « il est temps de tailler la vieille école pour faire place à des idées novatrices ».

Pour ce peuple comorien qui



Les jeunes sensibilisés au changement des mentalités à travers Kalam Karatas.

semble avoir « plus d'expérience que tous les autres peuples de la terre » plusieurs événements se sont déroulés. « Pendant quarante-quatre ans nous avons eu un Père fondateur [...], un Président à vie [...], les Comores du Colonel [...]. Nous avons même eu un théologien. On a fait des coups d'État, on a tué des leaders, [...]. On a donc

tué des leaderships comoriens. Qu'est-ce qu'on n'a pas subi ? », se questionne cette jeunesse. Cette dernière se doit d'engager cette route qui peut d'une manière ou d'une autre contribuer au développement des Îles de la Lune.

A.O Yazid

## ENVIRONNEMENT

## Journée de sensibilisation au Parc national Cœlacanthe

*Samedi dernier, à Itsundzu dans le Mbadjini, le réseau national des Aires protégées (Rnap), l'association pour la préservation du Gombessa (APG) ainsi qu'un certain nombre d'organisation œuvrant dans la protection de l'environnement se sont réunis sous la houlette de la Direction générale de l'Environnement en la personne de son directeur général-adjoint, pour présenter quelques unes des activités menées au sein du Parc national du cœlacanthe. Le parc protège le fameux Cœlacanthe, un fossile vivant menacé d'extinction et d'intérêt scientifique à l'échelle mondiale.*

Le parc national Cœlacanthe peut être considéré comme le sanctuaire mondial des

cœlacanthes et offre aussi une zone de refuge des baleines et des dauphins. Le parc est essentiellement marin et côtier et couvre 7.572 ha d'espace le long de la côte sud-ouest de l'île de Ngazidja. Il regroupe en tout cinq communes (Tsinimoipangua, Djoumoipanga, Nguoungoé, Nyumagama et Itsahidi) et concerne trois préfectures (Hambou, Mbadjini-Ouest et Mbadjini-Est).

La zone côtière et ses ressources sont protégées par les initiatives par l'APG, qui regroupe des représentants de 15 villages de la zone du Cœlacanthe. L'Association, créée en 1995 et dont les activités se sont poursuivies jusqu'à ce jour principalement grâce à la participation volontaire des membres de l'association très motivés dont deux sont devenus des agents des

Parcs nationaux des Comores. L'APG vise la protection du Cœlacanthe dont la principale menace est la pêche accidentelle à la ligne de fond et cela passe à travers l'éducation des pêcheurs, la promotion des activités économiques de substitution et l'amélioration des installations de pêche et de transformation.

Par ailleurs, un centre d'information, d'éducation, de valorisation et de conservation du Cœlacanthe et de son environnement marin aux Comores (Maison du Cœlacanthe) a été créé avec la mission de collecter, traiter et diffuser les données et informations sur le Cœlacanthe et son environne-

ment. Il a aussi pour rôle d'éduquer, de promouvoir l'écotourisme axé sur le Cœlacanthe et de promouvoir des pratiques de pêche respectueuses de l'environnement et de permettre une conservation participative des ressources naturelles.

La participation à cette journée, d'un certain nombre de partenaires, comme la commune de la région ainsi que de plusieurs autorités locales, a montré une certaine appropriation, qui les amène à conjuguer leurs efforts pour trouver des solutions novatrices pour la protection de cette espèce emblématique des Comores.

En effet, un des gros problèmes

qui se pose dans la conservation, réside dans le financement durable des aires protégées et qui passe bien évidemment par une multitude de partenaires spécialisés dans les domaines qui touchent les aires protégées. Aussi la mise en place d'un fonds environnemental pour les aires protégées des Comores (FEC) est devenue un des challenges dont ont à faire face les acteurs concernés.

C'est un match que nos cœlacanthes sous l'eau se doivent de gagner afin que notre équipe nationale de football soit toujours fière de brandir le logo dans les stades du monde.

Mmagaza



En jaune le directeur général-adjoint de l'Environnement.



## UNION EUROPEENNE

DÉLÉGATION AUPRES DE LA RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR ET DE L'UNION DES COMORES

DELEGATION DE L'UNION EUROPEENNE AUPRES DE LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR ET DE L'UNION DES COMORES  
APPEL D'OFFRES POUR DES SERVICES DE SECURITE

Numéro de référence EEAS/MDGA/2019/CPN/0034

La Délégation de l'Union européenne auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores a lancé un appel d'offres pour des services de sécurité au bureau de l'Union européenne aux Comores.

Veillez trouver sur le lien ci-dessous tous les renseignements nécessaires pour y participer:

eTendering : <https://etendering.ted.europa.eu/cft/cft-display.html?cftId=5258>

## FOOTBALL :

# La pépite Lihadji suivra-t-il Abdallah pour les Cœlacanthes ?

En juillet dernier, Abdallah Mohamed Abdallah a signé son 1er contrat professionnel à l'Olympique de Marseille, au titre de défenseur. Et à peine entrée en action, il paraît se fixer deux objectifs. Défendre, naturellement le flambeau de son équipe, et profondément se préoccuper de la promotion des Cœlacanthes, en convaincant la pépite comorienne de Marseille, Issac Lihadji, de rejoindre comme lui, l'équipe des Comores.

Le véritable patriote comorien de 20 ans, Abdallah Mohamed Abdallah, s'est affirmé comme un élément indispensable dans l'équipe nationale des Cœlacanthes. Dans

l'Olympique de Marseille, il s'efforce de faire le clin d'œil à Lihadji, dans l'optique de défendre ensemble le flambeau national avec les Cœlacanthes. Il fait l'apologie de l'équipe nationale comorienne pour attirer son attention, afin de le convaincre à s'y intégrer. Selon un confrère de la Provence : « Tous deux originaires des Comores et issus du centre de formation de l'Om, Abdallah et Lihadji parlent ensemble de l'équipe nationale ».

Si ce talentueux naissant intègre les Cœlacanthes, qui flottent actuellement au sommet du classement du groupe G dans les éliminatoires de la Can-2021, le rêve de prendre part à la phase nationale de la 33e édition de la Coupe d'Afrique des Nations, Cameroun 2021 se concrè-



tisera-t-il ? En tout cas, l'essentiel a été réalisé : victoire au Togo (0-1) et, nul aux Comores face à l'Égypte (0-0). C'est peut-être une question

de patience et de ténacité. Issac Lihadji, pépite comorienne de la diaspora, ne paraît pas indifférent à la promotion des

Cœlacanthes. Il est né à Marseille. A l'académie phocéenne, il ne cesse d'impressionner. Son talent naissant ne laisse personne indifférent. Tout jeune, il focalise l'attention des encadreurs techniques du centre. En novembre dernier, il était nommé - meilleur jeune du club-. Cette pépite comorienne de Marseille jouit d'une considérable réputation. Son évolution est scrutée avec sérieuse attention. De grands clubs d'Europe, et aussi les Cœlacanthes rêvent de l'avoir dans leurs rangs. Le coach national Amir Abdou réussira-t-il à exercer une belle politique de séduction pour le convaincre à rejoindre les Cœlacanthes ? En tout cas, rêve une telle hypothèse ne serait pas utopique.

Bm Gondet

## FOOTBALL :

# La 3e instance confirme les verdicts de ses prédécesseurs

Le 26 octobre dernier, un derby des Moroniens, Volcan Club # Bonbon Djema, tourne à la regrettable violence physique. Janot, membre du staff médical de Volcan, est accusé de geste de

brutalité envers Fundi Colonel, entraîneur de Bonbon Djema. La Commission de Discipline lui a infligé une sanction de 2 ans, caractérisée par une interdiction de stade à tout match de son équipe

pendant 2 ans. En Appel, le verdict est partagé. Aujourd'hui, la Commission de Recours confirme toutes ces sanctions.

L'accusé, Janot Mohamed Abdillah, a accepté de livrer ses impressions dans La Gazette des Comores/Hzk-presse. Pour le verdict prononcé par la Commission Nationale de Recours (Cnr), il se montre étonné : « Même surpris, je me soumetts à l'expression générale des membres de la Cnr. Mais, je suis victime depuis la base de la procédure. La Cnr n'a fait que siéger sur la présomption des dossiers présentés. Je n'ai vu aucun procès-verbal : pv des commissions de Discipline, d'Appel, et même celui de Recours. Selon les on-dit, le 1er pv m'a sanctionné de 2 ans. J'ai purgé depuis longtemps la

peine ». Pour Janot, la décision prise en 1ère instance aurait été dictée par un sentiment de malveillance : « C'est une question de haine. Ceux qui ont siégé en Commission de Discipline avaient une dent contre moi. Avant que cette commission ne siége, un joueur de Bonbon Djema m'a murmuré la décision qui allait être prise. Et il ne s'est pas trompé ».

Les fautes reprochées à Janot ont été commises alors qu'il occupait officiellement une place sur le banc des remplaçants, au titre de membre du staff médical. « Je conseille aux membres du staff administratif, technique et médical de toute équipe en compétition de respecter leur devoir, de ne pas se laisser influencer par les bruits d'anti-sportivité des supporters. Je regrette mon action interprétée

comme méchante, qui est à l'origine de ma sanction. Je suis omnisportif fair-play confirmé. Au titre de joueur, je n'ai jamais fait l'objet d'un avertissement, et encore moins, d'une expulsion. Le match contre Bonbon Djema est ma 1ère et, j'espère ma dernière, sanction. Je présente mes excuses auprès de toutes les commissions juridictionnelles [Commissions de Discipline, Commissions d'Appel et Commissions de Recours, ndlr]. Je présente mes excuses auprès de toutes les équipes de football, toutes les décisions confondues, mais aussi de Volcan Club de Moroni, enfin, auprès de toute personne sportive, morale et/ou physique, concernée, de près ou de loin, par mon geste imprévu et incontrôlé ».

Bm Gondet



## Sagesse comorienne

Yahala nayi tsolala pvayi

Qui fait mal (son lit) couche mal

Comme on fait son lit, on se couche

## Numéros utiles

<b>Police</b>	<b>Port maritime</b>
Moroni: 764 46 64	Moroni: 773 00 08
Fomboni: 772 01 37	Moheli 772 02 57
Mutsamudu: 771 02 00	Anjouan: 771 01 43
<b>Gendarmerie</b>	<b>Hopitaux</b>
Moroni: 764 49 92	Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 01 37	Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 02 00	Mutsamudu: 771 00 34
<b>Immigration</b>	<b>Banques</b>
Ngazidja: 773 42 86	BIC: 773 02 43
Anjouan: 771 01 73	Eximbank: 773 94 01
Moheli: 772 01 37	Banque centrale: 773 10 02
<b>Aéroport</b>	SNPSF: 764 43 00
Hahaya: 773 15 95	Meck: 773 36 40
Ouani: 771 07 31	<b>MAMWE</b>
Moheli: 772 03 71	Moroni: 773 48 00
<b>HÔTELS &amp; RESTAURANTS :</b>	Mutsamudu: 771 02 09
Le Select 773 00 31	Fomboni: 772 05 18



## UNION EUROPEENNE

DÉLÉGATION AUPRES DE LA RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR  
ET DE L'UNION DES COMORES

DELEGATION DE L'UNION EUROPEENNE AUPRES DE LA REPUBLIQUE  
DE MADAGASCAR ET DE L'UNION DES COMORES

## APPEL A CANDIDATURES

## GESTIONNAIRE DE PROJETS

La Délégation de l'Union européenne auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores lance un appel à candidatures pour le recrutement d'un Agent Local "Gestionnaire de Projets" pour son bureau à Moroni - Comores.

Tous les renseignements nécessaires sont disponibles sur le site:

[https://eeas.europa.eu/delegations/madagascar/72310/recrutement-dun-agent-local-gestionnaire-de-projets\\_fr](https://eeas.europa.eu/delegations/madagascar/72310/recrutement-dun-agent-local-gestionnaire-de-projets_fr)



UNION DES COMORES  
Unité-Solidarité-Développement



MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES (DGRH)

PREMIER PROJET DE GOUVERNANCE DES PECHEES ET CROISSANCE PARTAGEE DU SUD -OUEST DE L'OCEAN INDIEN (SWIOFISH1)

SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE  
SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET

Pour le Recrutement d'un consultant pour l'élaboration des plans de pérennisation de douze petites infrastructures de pêche

Date de l'avis : 16 Décembre 2019

L'Union des Comores a reçu un don de l'Association Internationale de Développement et du Fond Mondial pour le Développement pour financer le coût du Premier Projet de Gouvernance des Pêches et Croissance Partagée du Sud-ouest de l'Océan Indien et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce fond pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : sélection d'un consultant pour l'élaboration des plans de pérennisation de douze petites infrastructures de pêche.

### 1 Objectif de la mission

L'objectif de cette étude est de proposer un plan de pérennisation, qui comprendra un plan de gestion ainsi qu'un business plan, pour chaque infrastructure qui sera construite, réhabilitée ou équipée, dans les villages sélectionnés

### 2 Description des Tâches :

Sous la supervision de la DGRH le consultant, aura comme tâches, entre autres :

Les leçons tirées des anciennes expériences de gestion des infrastructures de pêche ;

Les spécificités de chaque communauté au sein de laquelle l'infrastructure est implantée ;

o Les faiblesses et les réalités actuelles en matière de structuration des bénéficiaires ;

o L'inadéquation existante entre les zones de production et les lieux actuels d'implantation ;

o Le manque d'attention des communautés envers les biens publics ;

La possibilité de gérer les infrastructures à travers une option communautaire, privé ou mixte (privé et communautaire).

Le consultant devra aussi :

Identifier les lacunes au niveau technique et organisationnel, et pour chaque infrastructure, lister les actions à faire incluant formations, structuration des organisations de professionnels de la pêche, etc.

Développer des outils et supports logistiques de gestion des infrastructures ;

Préparer des manuels d'entretien simple pour utilisation par les utilisateurs et gérants de chaque infrastructure ;

Proposer, pour chaque infrastructure, un instrument de formalisation du mode de gestion proposé (accord de gestion, accord de cogestion, contrat de gestion, MoU, etc.) ;

Dispenser la formation des modules de gestion développés (entretien et administration) au profit des communautés bénéficiaires.

### 3 Durée de la mission

La durée de la mission est de 53 jours. La mission va se dérouler en Union des Comores, sous la supervision de la DGRH et de l'Unité de Gestion du Projet SWIOFish1.

### 4 Profil du candidat :

Le Consultant devra disposer les qualifications minimales suivantes :

- Au moins, un Diplôme Universitaire de niveau Maîtrise en Economie, Gestion financière ou domaine apparenté.

- Expérience professionnelle avérée d'au moins 12 ans ;

- Au moins 5 ans d'expérience dans le développement d'infrastructures, notamment en milieu rural ;

- Au moins 3 ans d'expérience cumulée dans le secteur de la pêche ;

- Au moins 3 ans d'expérience cumulée dans le développement communautaire ;

- Expérience confirmée dans la préparation de plan de gestion ou business plan pour des infrastructures communautaires agricoles ou de pêche.

- La maîtrise de l'outil informatique et du français comme langue de travail sont également requis.

5 Le Consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les Directives : **Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, Janvier 2011 et révisées en juillet 2014.**

6 Les consultants intéressés peuvent obtenir les termes de références complets à l'adresse mentionnée ci-dessous du lundi au samedi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et du vendredi au samedi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 30 minutes.

7 Les manifestations d'intérêt, constituées : i) **d'une lettre de motivation, et ii) d'un Curriculum détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience du Candidat, iii) d'une copie des diplômes certifiés** doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard **le lundi 30 Décembre 2019 à 10 heures** à l'attention de Monsieur le Coordonnateur national et portant la mention : **recrutement d'un consultant pour l'élaboration des plans de pérennisation de douze petites infrastructures de pêche**

**Premier Projet de Gouvernance des Pêches et Croissance Partagée du Sud-ouest de l'Océan Indien - Direction Générale des Ressources Halieutiques – Moroni – Hamramba– BP : 41 - E-mail : swiofish.comores@gmail.com, Tél : (269) 763 64 22**